

Notes du mont Royal

www.notesdumontroyal.com

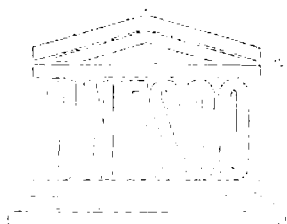
Cette œuvre est hébergée sur «*Notes du mont Royal*» dans le cadre d'un exposé gratuit sur la littérature.

SOURCE DES IMAGES

Unesco

007 (100)

UNE FENÊTRE OUVERTE SUR LE MONDE



Le Courrier

100 RUE D'AVRIL - 1000 BRUXELLES - BELGIUM



UNESCO
006168 - 5 MAR 65
LIBRARY - BIBLIOTHÈQUE

Magnum Photo



Photo © Almasy

CAMPAGNE MONDIALE CONTRE L'ANALPHABÉTISME

500 millions d'adultes dans le monde ne savent pas lire. Dans de vastes régions, l'amélioration des conditions de vie dépend de la disparition de l'analphabétisme. C'est pourquoi la dernière Conférence Générale de l'Unesco a inscrit l'éducation en tête du programme

des activités de cette Organisation pour 1963-1964 (voir page 31). Tout en poursuivant le développement de l'enseignement scolaire, l'Unesco va préparer une vaste campagne visant, dans une première phase, à l'alphabétisation de 350 millions d'illettrés.

NUMÉRO 3

PUBLIÉ EN
9 ÉDITIONS

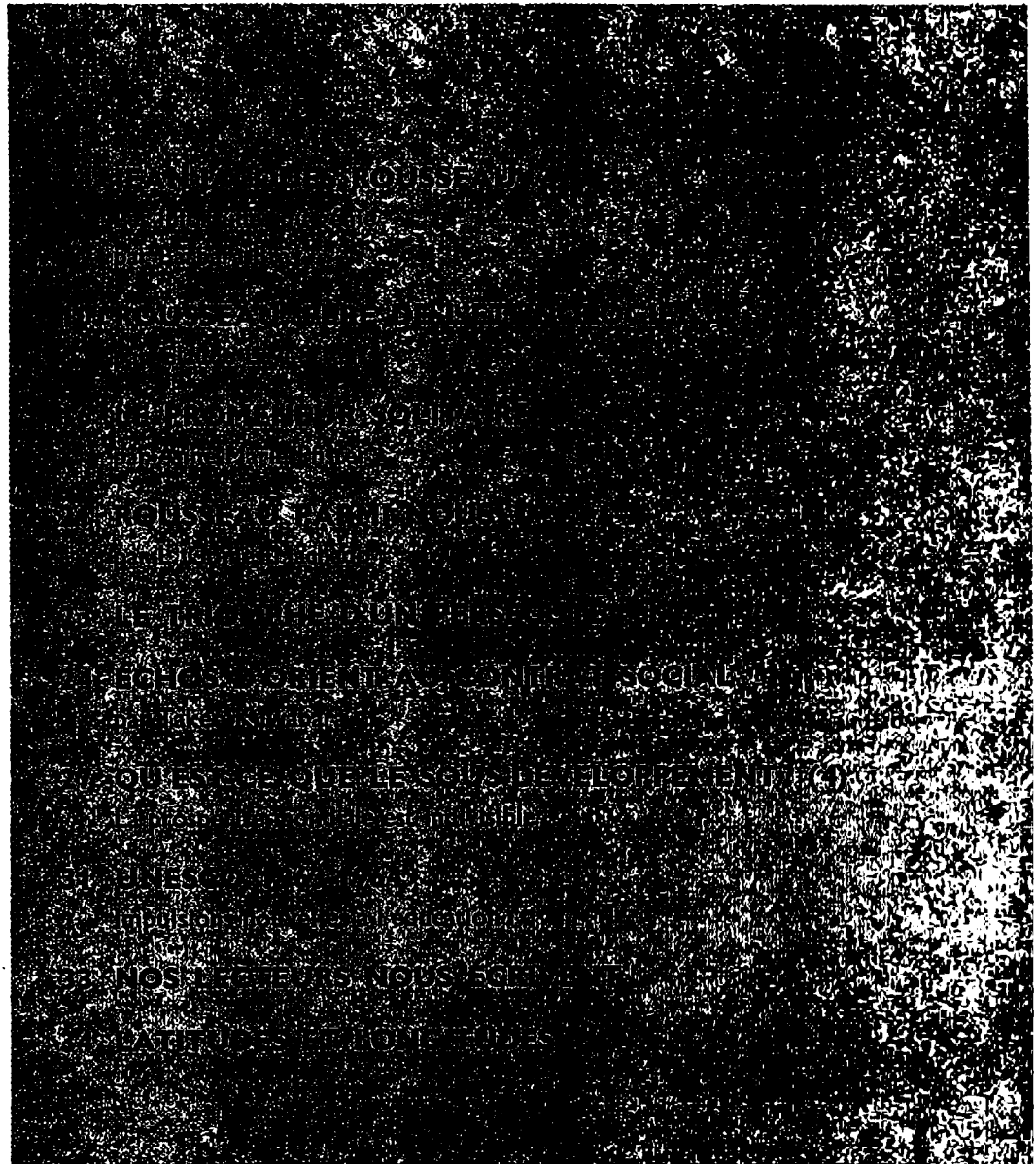
Française
Anglaise
Espagnole
Russe
Allemande
Arabe
U.S.A.
Japonaise
Italienne



NOTRE COUVERTURE

Le visage de J.-J. Rousseau illustrant notre page de couverture est un fragment d'un portrait au pastel (ci-dessus) dû au peintre français Maurice Quentin de La Tour. "M. de La Tour, dit Rousseau, est le seul qui m'ait peint ressemblant".

Photo Bibliothèque Nationale, Paris



Mensuel publié par :

L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

Bureaux de la Rédaction :

Unesco, Place de Fontenoy, Paris-7^e, France

Directeur-Rédacteur en Chef :

Sandy Koffler

Rédacteur en Chef adjoint :

René Caloz

Secrétaires de rédaction :

Edition française : Jane Albert Hesse (Paris)

Edition anglaise : Ronald Fenton (Paris)

Edition espagnole : Arturo Despouey (Paris)

Edition russe : Veniamin Matchavariani (Moscou)

Edition allemande : Hans Rieben (Berne)

Edition arabe : Abdel Moneim El Sawi (Le Caire)

Edition japonaise : Shin-Ichi Hasegawa (Tokyo)

Edition italienne : Maria Remiddi (Rome)

Maquettiste :

Robert Jacquemin

Ventes et distribution :

Unesco, place de Fontenoy, Paris-7^e.

Belgique : Louis de Lannoy, 22, Place de Brouckère, Bruxelles.



Les articles et documents non-copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés de la mention « Reproduit du **Courrier de l'Unesco** », en précisant la date du numéro en question. Deux justificatifs devront être envoyés à la direction du **Courrier**. Les articles signés ne pourront être reproduits qu'avec la signature de leur auteur. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne sont renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le **Courrier** expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celles de l'Unesco ou de la Rédaction.

ABONNEMENT ANNUEL : 7,00 francs français ;

100 fr belges ; 8 fr suisses ; 10/-stg. Envoyer les

souscriptions par mandat C.C.P. Paris 12598-48,

Librairie Unesco, Place de Fontenoy, Paris.

MC 63-1-178 F

Toute la correspondance concernant la Rédaction doit être adressée au nom du Rédacteur en Chef.

Notes du mont Royal

www.notesdumontroyal.com

Une ou plusieurs pages sont omises
ici volontairement.

ECHOS D'ORIENT AU CONTRAT SOCIAL

Il y eut en Extrême-Orient trois penseurs dont les idées présentent de singulières analogies avec celles de Jean-Jacques Rousseau : le Chinois Houang Tsong-Hi, qui vécut au XVII^e siècle, Shoeki Ando, un Japonais médecin de campagne, contemporain de Rousseau, et Chomin Nakae, lui aussi japonais, écrivain de la seconde moitié du XIX^e siècle et traducteur du « Contrat social » qui, le premier, révéla à l'Extrême-Orient la pensée de Jean-Jacques Rousseau et fut

par Takeo Kuwabara

Photo © Werner Bischof-Magnum



surnommé le « Rousseau oriental ».

L'époque de Houang Tsong-Hi est antérieure d'un siècle à celle de Rousseau. Cependant, deux cents ans après sa mort, l'idéal démocratique de Houang devait animer le peuple chinois pendant la révolution de 1911, et pour les révolutionnaires, il devint le « Rousseau chinois ».

Quant à Shoeki, il ne connaissait même pas le nom de Jean-Jacques, mais il mériterait, comme on va le voir plus loin, d'être appelé le « Rousseau japonais ».

Portrait de Houang Tsong Hi (1610-1695). On l'appela le Rousseau chinois.

Photo Iwanami Publishing Co.



HOUANG TSONG-HI naquit en 1610, dans une honorable famille du centre de la Chine, à l'époque Ming. Son père, homme fort savant, conspira contre les eunuques de la cour et mourut en prison. Houang se jeta lui aussi dans la lutte politique, risqua sa vie, et ne se consacra définitivement à la philosophie que lorsqu'il se rendit compte que la chute des Ming était définitive.

Il publia, en 1663, le « Ming y tai fan lou », opuscule d'une cinquantaine de pages seulement, mais qui n'en est pas moins un ouvrage capital. Il y exposait les principes fondamentaux de sa théorie politique. Le titre signifie littéralement « Conseil politique à un futur chef d'Etat idéal ». Les principaux des treize chapitres de la préface s'intitulent : « Qu'est-ce que le Prince ? », « Qu'est-ce que le Sujet ? », « Qu'est-ce que la Loi ? », « Etablissement du Premier Ministre », « Académie ».

Dans le chapitre intitulé « Qu'est-ce que le Prince ? », Houang explique que l'homme a toujours cherché son intérêt, ce qui est certes dans l'ordre naturel des choses, mais conséquemment, nul ne se soucie de l'intérêt public ni ne tente de supprimer ce qui est préjudiciable à la communauté tout entière. Si bien qu'il est difficile de maintenir le « T'ien hia » (mot chinois qui désigne la société humaine, en regard du « Kuo », qui signifie l'Etat ou le Royaume).

Alors apparaissent des hommes qui sacrifient leur intérêt propre à celui du T'ien hia, comme Yao et Chun, ces rois d'une antiquité légendaire que les Chinois tiennent pour des princes idéaux, ou des saints. Mais les rois des époques ultérieures jugèrent que le T'ien hia leur appartenait, et vécutrent dans le luxe et l'oisiveté au détriment du peuple : ils devinrent des voleurs de T'ien hia.

Le peuple tenait donc les princes régnants pour ses ennemis. « Le peuple est la chose la plus précieuse du monde, disait Mencius, ensuite vient l'Etat, et c'est le prince qui est le moins précieux. » Le philosophe chinois reconnaissait le droit à la rébellion, en affirmant qu'il était juste de renverser le gouvernement quand il nuisait à l'intérêt du peuple. Les savants qui blâment Mencius, dit Houang, sont corrompus. Et, ajoute-t-il, quand un fonctionnaire d'Etat occupe un poste dans le gouvernement, c'est pour servir le T'ien hia, la société humaine, et non le Prince régnant. La loi existait à l'Age d'Or, sous les princes justes, car elle avait été établie pour le bien du T'ien hia, tandis que par la suite elle fut promulguée dans l'intérêt des rois, afin que le pouvoir, qu'ils considéraient comme leur bien propre, se transmittit de père en fils. Elle ne mérite donc pas le nom de loi.

En ce qui concerne l'Académie, la pensée de Houang est parfaitement originale. L'Académie était une institution qui groupait naguère les intellectuels ; le recteur et les professeurs de cet établissement ne s'occupaient pas seulement de l'enseignement. Ils se chargeaient aussi d'éle-

ver, au sens le plus noble du terme, l'idéal politique des élèves. Les rois vénérés de l'Antiquité suivaient toujours les avis de l'Académie. Il ne leur appartenait pas de décider de leur chef ce qui était bonne politique ; ils devaient en référer à l'Académie. Houang réclame la restauration de ce système. Cette « assemblée d'intellectuels » devrait se réunir une fois par mois, et le recteur y occuperait la place d'honneur, alors que le prince se rangerait pour l'écouter parmi les étudiants. Le devoir du recteur serait de juger sans ménagement la politique du prince.

Certains érudits japonais insistent sur le fait que Houang n'a pas rejeté la monarchie — ce qui le sépare de J.-J. Rousseau dont l'idéal est républicain et égalitaire — et reste un adepte du confucianisme primitif, dont le chef de file est Mencius. Quoi qu'il en soit, le mouvement révolutionnaire de l'époque Tsing se réfère à la pensée de Houang, et quand, par l'intermédiaire du Japon, on commença à connaître en Chine les idées de J.-J. Rousseau, Houang fut surnommé le Rousseau chinois. Et cette parenté d'idéal même fit que les idées de J.-J. Rousseau, à travers celles de Houang, jouèrent un rôle important dans la modernisation de la Chine.

En revanche, Shoeki n'exerça aucune influence dans son propre pays. On connaît fort mal sa vie, et l'on ignore la date exacte de sa naissance et de sa mort. On sait que Shoeki était médecin dans le nord-est du Japon et qu'il voyagea un peu partout dans le pays. Son œuvre maîtresse est le « Shizen Shineido » (Le véritable état de nature) dont un abrégé fut édité à Kyoto en 1753.

Au XVIII^e siècle, la société japonaise, stable depuis 1639, quand le pays avait été pratiquement interdit aux étrangers, commençait à être en proie à un déséquilibre qui, cent ans plus tard, allait provoquer une révolution. Le capitalisme n'était pas encore né, mais la classe bourgeoise commerçante s'affermissait. Les grands propriétaires devenaient de plus en plus riches, alors que les paysans devenaient de plus en plus pauvres. A partir de 1750, les révoltes paysannes se multiplièrent. Ce fut à cette époque que Shoeki écrivit.

Son idéal était le « Chokko no Shinzin », c'est-à-dire « l'homme pur qui cultive la terre de ses propres mains ». Travailler la terre de ses propres mains, telle est la véritable condition de l'homme. En conséquence, tous les hommes doivent être libres et égaux. C'est parce que le véritable état de nature s'est perdu, et a été remplacé par un état artificiel, que les classes se sont formées, les riches exploitant les pauvres. Nous voilà près de Rousseau. Mais Rousseau était un grand artiste, alors que Shoeki se souciait peu de la beauté de l'expression. On le tient parfois pour athée, parce qu'il refusa les doctrines bouddhiques

Les révélations du fils d'un samouraï

et confucianistes. Mais s'il critique la corruption des prêtres shintoïstes de son temps, il resta favorable au shintoïsme archaïque.

Tout en aspirant à une vie primitive, il se préoccupait de l'avenir. Lors d'un voyage à Nagasaki, il se documenta, faute de pouvoir se rendre lui-même à l'étranger, sur la Hollande, seul pays qui pouvait commercer avec le Japon. Il jugeait que la Hollande est un pays éclairé, puisque la féodalité n'y existe plus et que les paysans y sont plus libres et moins opprimés qu'au Japon.

Shoeki entendait transformer la société, en renvoyant peu à peu les samouraïs à la terre, puisqu'ils ne produisaient rien, et en transformant les seigneurs en petits propriétaires ou en juges de paix. Mais il n'avait point d'autre plan précis d'avenir. Il ne soupçonnait pas le concept d'un « contrat social », et si ses critiques étaient sévères, il ne faisait rien pour renverser l'ordre établi. Car il détestait la violence. Sa philosophie se fondait sur la nature, et il croyait à la coopération nécessaire de tous les éléments constitutifs de la société. Le bien et le mal n'étaient pas des contraires absolus : la nature exigeait leur coexistence.

Un siècle après la mort de Shoeki, le régime féodal des Tokugawa fut aboli. Mais pas plus que la pensée de Rousseau, la pensée de Shoeki n'avait joué son rôle dans cette révolution, pour la bonne raison que l'on ignorait tout de Rousseau en 1868, et que Shoeki avait été tout à fait oublié. L'impératif majeur du Japon était alors la modernisation, faute de laquelle le pays eût été totalement dépendant des pays occidentaux qui avaient déjà accompli leur révolution industrielle. Et ce fut pour obtenir la modernisation que le peuple renversa le gouvernement féodal. Dix ans plus tard, un grand mouvement antigouvernemental réclama la liberté et l'égalité, le « Jiyu-Minken-Undo », qui s'inspira, lui, des théories de Rousseau, et dont l'idéologue fut Chomin Nakae.

TOKUSUKE NAKAE était le fils d'un samouraï de l'île de Shikoku : il est mieux connu sous son pseudonyme : Chomin, qui signifie « peuple d'un milliard de personnes ». Ce pseudonyme, qu'il s'était choisi, révèle assez son état d'esprit. Chomin apprit le hollandais et le français, et fit en France un séjour de deux ans. A son retour, il fonda une école où il enseigna la civilisation française (langue, philosophie et politique). En 1882, il acheva la traduction du « Contrat social », mais, dès 1877, des fragments manuscrits circulaient dans les milieux libéraux. Il est hors de doute que cette traduction stimula l'esprit de résistance et la rébellion contre le gouvernement despotique. En 1883 fit suite au « Contrat social » la traduction du « Discours sur les Sciences et les Arts ».

Chomin collabora par la suite à divers journaux et revues, où il diffusa la pensée démocratique de Rousseau, si bien que le gouvernement l'expulsa de la capitale. Il s'installa alors à Osaka pour poursuivre sa lutte. Quand fut convoquée la première assemblée nationale en 1890, il posa sa candidature et fut élu ; mais il donna sa démission pour protester contre la concussion. Chomin mourut dans la misère en 1901.

Combattu par le gouvernement, le « Jiyu-Minken-Undo » — Mouvement libéral démocratique — avait échoué, mais il est hors de doute qu'il contribua à la formation du gouvernement constitutionnel. La Constitution de 1889 ne reconnaissait pas la suprématie du peuple, mais elle eût été d'essence plus dictatoriale encore si le mouvement démocratique n'avait pas existé.

Chomin se sentait responsable, lui, intellectuel, des destinées du peuple. Il ne devint pas homme d'Etat, mais resta un penseur, dont l'influence fut considérable aussi en Chine. Son ouvrage principal, le « San Suijn Keirin mondo » (Colloque politique de trois buveurs), met en scène le « Yogaku-Shinshi », partisan de l'occidentalisme, qui réclame l'instauration immédiate d'une république démocratique, le « Goketsu-Kun » nationaliste, qui nourrit des vœux impérialistes sur le continent asiatique, et enfin le « Nakai-sensei » modéré, qui vise à concilier les exigences de ses interlocuteurs en proposant une modernisation progressive. Ce débat des trois buveurs résume clairement les problèmes politiques de l'époque. Chomin lui-même se réclamait des arguments du « Yogaku-

Shinshi », mais avec les aménagements raisonnés du « Nakai-sensei ». Il classait les régimes démocratiques en deux catégories : les premiers étant ceux que le peuple avait obtenus par la force ; les seconds, ceux qui avaient été octroyés par le prince. Ces derniers lui paraissaient plus estimables. Il croyait, comme Jean-Jacques dans le « Contrat social » (livre II, chapitre 6), qu'il était possible et nécessaire, au Japon, de réaliser une république tout en maintenant le monarque à sa place. A une époque où tous ceux qui s'attaquaient au régime impérial étaient exécutés, sa lutte s'avérait la seule qui fût efficace. Mais ce réalisme ne lui faisait pas oublier pour autant que le but à atteindre restait la suprématie populaire.

Toutefois, Chomin croyait plus à l'évolution qu'au progrès, et en ce sens il se sépare de Rousseau. Pour lui, la nature et l'humanité évoluaient l'une et l'autre, et les hommes devaient aider à leur évolution. De plus, ses idées se fondaient sur le matérialisme et l'athéisme, par le truchement du naturalisme bouddhique. Par ailleurs, le confucianisme avait exercé sur lui une forte influence, et s'il devait rejeter la doctrine du philosophe chinois sur le plan politique, elle n'en marqua pas moins sa pensée.

Ainsi donc, nous retrouvons chez trois Asiatiques des idées apparentées à celles de Rousseau. Curieuses coïnci-

TOKUSUKE NAKAE dit « Chomin » (à droite), philosophe et linguiste japonais. Il publia en 1882 la traduction du « Contrat Social » (page de couverture, ci-dessous). Son influence fut aussi grande en Chine qu'au Japon.

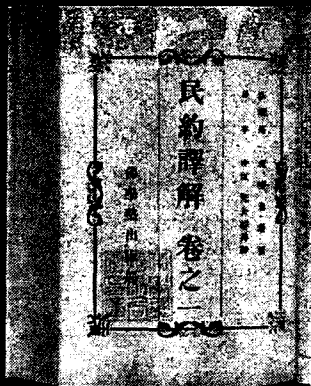


Photo Japan Times



Photo Bibliothèque de l'Université Keio, Tokyo

dences, qui inclinent à la réflexion. Serait-ce parce que, dans toute société humaine basée sur la vie paysanne et l'agriculture, la différentiation de la vie urbaine et des richesses corollaires pose un problème social, et que le luxe engendre l'inégalité ? Alors, quel que soit le pays, des intellectuels généreux et sensibles, préoccupés de cette contradiction, s'adonnent à une méditation révolutionnaire, qui précède la révolution industrielle. Comme les sciences et les techniques n'ont pas encore transformé radicalement la société humaine, ces penseurs se réfèrent à une société idéale qui aurait existé dans le passé. S'ils ne peuvent déceler les structures de l'avenir, ils infusent à leur analyse de la réalité des éléments idéaux qui, eux, vont contribuer à l'édification de nouvelles structures sociales, et intervenir, en effet, dans la société future.

TAKEO KUWABARA, directeur de l'Institut des Sciences culturelles et professeur de littérature française à l'Université de Kyoto (Japon), a fait un exposé, dont est tiré le texte ci-dessus, au colloque sur « Jean-Jacques Rousseau et l'homme moderne » qui s'est tenu à Royaumont (France) du 28 juin au 3 juillet 1962.